

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne  
43, rue du docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 3 novembre 2022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS**

Lieu-dit Fougears  
rue du Puits  
16170 ROUILLAC

Références : 2022 706 UbD16-86 Env16  
Code AIOT : 0007205567

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 octobre 2022 dans la distillerie exploitée par la CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS au Lieu-dit Fougears rue du Puits 16170 ROUILLAC. L'inspection a été annoncée le 7 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS
- Lieu-dit Fougears rue du Puits 16170 ROUILLAC
- Code AIOT : 0007205567
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Datant de 1975 et historiquement sous le régime de l'autorisation, la distillerie exploitée par la cuma de distillation de Fougears est passée sous le régime de l'enregistrement suite à une modification de la nomenclature en 2010. La cuma distille à façon pour ses adhérents, 7 à 8 bouilleurs de cru qui livrent leur vin. Elle n'effectue pas de négoce.

Son fonctionnement est encadré par un arrêté préfectoral en date du 24 juin 2009, actualisé le 16 mars 2021.

Dans le détail, l'établissement est composé :

- d'une distillerie de 3 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun, permettant d'assurer une production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, en équivalent d'alcool pur, de 45 hl/j ;
- d'une installation de préparation et conditionnement de vins d'une capacité de production

- annuelle de 2 700 hl (11 cuiviers béton) ;
- d'un chai de distillation, intégré à la distillerie, de 23 m<sup>3</sup>.

Les alambics sont alimentés par le réseau de gaz de ville. Ils sont refroidis par un circuit ouvert mettant en œuvre un gaz frigorigène : le R22.

Les vinasses sont stockées en bassin bâché. Elles sont ensuite, pour partie, épandues sur les terres de l'EARL Mesnard, pour partie orientées vers l'établissement Revico, pour méthanisation.

La campagne de distillation s'étend de mi-octobre à fin mars. Au cours d'une campagne, l'établissement produit de 1 600 hl à 2 100 hl. Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, la campagne de distillation avait débuté depuis une semaine.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de la mise en demeure de 2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
1	Séparation distillerie et chais de distillation	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Mise en demeure	Astreinte
3	Communication entre la distillerie et le chai de distillation	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.2.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Mise en demeure	Astreinte
5	Aire de chargement / déchargement	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.4.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Mise en demeure	Astreinte
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.4 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Mise en demeure	Astreinte
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Mise en demeure	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Mise à la terre des équipements	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.4 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Mise en demeure	Sans objet
10	Plan et cahier d'épandage	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, articles 71.2.2 et 71.3.1 de l'annexe, dans leur rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Mise en demeure	Sans objet
11	Installation de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 3.1.1 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	/	Sans objet
16	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 3.2.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	/	Sans objet
17	Rejet aqueux au milieu naturel	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 41	/	Sans objet
18	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 63	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Maîtrise des écoulements d'alcool	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.4.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Mise en demeure	Sans objet
7	Vérification périodique des installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.6 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	/	Sans objet
8	Dispositifs de coupure des installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.6 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Mise en demeure	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
13	Moyen en eau d'incendie sur le site	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	/	Sans objet
14	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	/	Sans objet
15	Interrupteur général de sécurité	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.4 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré la répétition de constats d'écarts, sur plus de 14 ans pour certains, et une mise en demeure en 2021 d'y mettre un terme, l'établissement présente toujours des non-conformités sur des points sensibles, augmentant les risques et pouvant accentuer les conséquences d'un sinistre. La visite d'inspection objet du présent rapport ayant mis en évidence le non-respect 4 des 7 points de la mise en demeure du 19 mars 2021, une sanction administrative (astreinte) est à présent proposée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Séparation distillerie et chais de distillation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compartimentage des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  « Stockage d'alcool  Il est interdit de stocker des alcools de bouche dans la distillerie en dehors de ceux en cours de distillation... »</p> <p>Lors des trois précédentes visites d'inspection la présence d'alcools de bouche dans la distillerie avait été constatée, en l'absence de chai de distillation.</p> <p>L'exploitant s'était successivement engagé à corriger cette situation. Dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>par courrier du 15 décembre 2008, transmis par télécopie le 7 avril 2009, en réponse à la visite d'inspection du 16 novembre 2006, il sollicitait un délai de 3 ans pour procéder à la séparation du chai de distillation de la distillerie ;</li> <li>par courriel du 15 juillet 2013, l'exploitant indiquait que la construction du chai de distillation serait achevée au plus tard le 1er janvier 2014.</li> </ul>

<p>Les projets de création de chais de distillation, évoqués en 2009 puis 2013 n'ayant jamais été menés à leur terme, et considérant l'absence de suite concrète à ses engagements successifs, malgré deux rappels à la réglementation dont le premier remontait à plus de 14 ans, l'exploitant a été mis en demeure de corriger cette situation dans un délai n'excédant pas 6 mois par arrêté préfectoral du 19 mars 2021.</p>
<p><b>Constats :</b> Par lettre du 15 décembre 2021, l'exploitant a indiqué que le chai de distillation était en cours de pré-validation, et qu'il sera fonctionnel avant la prochaine campagne de distillation.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, il est constaté que le chai de distillation n'est toujours pas distinct de la distillerie. L'exploitant présente un courrier de la société Leonard rénovation, daté du 12 octobre 2022, indiquant ne pas avoir pu répondre à la demande de création de chai, et précisant qu'il convient de le relancer si le projet est toujours d'actualité. L'exploitant indique que la création du chai devrait être effective l'an prochain.</p>
<p><b>Observations :</b> La disposition objet de la présente fiche de constat n'est toujours pas respectée, plus de 14 ans après avoir été signalée en écart. Ce point faisant l'objet d'une mise en demeure dont le délai est échu, il est à présent proposé une sanction administrative, sous forme d'une astreinte journalière d'un montant de 150 €/j jusqu'à mise en conformité, ce point revêtant une certaine importance, compte tenu de l'augmentation du risque d'incendie généralisé qui découle d'une telle situation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p>

## N° 2 : Maîtrise des écoulements d'alcool

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.4.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la propagation d'un incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  « ... Les installations sont conçues de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'écoulement d'alcool de la distillerie vers un autre bâtiment et inversement. »</p> <p>A l'issue d'une inspection précédente, l'exploitant avait fait intervenir le SDIS qui a confirmé, par courriel du 2 mai 2013, la nécessité de doter les portes de seuils, d'obturer toute trouée, et de mettre en place des seuils empêchant tout écoulement aux abords des brûleurs. L'exploitant s'était alors engagé, par courriel du 15 juillet 2013, à ce que des pentes inclinées soient créées avant le 1<sup>er</sup> novembre 2013 pour empêcher les écoulements éventuels vers l'extérieur et vers les brûleurs.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, il a de nouveau été constaté, à l'intérieur de la distillerie, que le stockage irrégulier des alcools de bouche n'est pas sur rétention dédiée. Il a également été noté que l'escalier dans le sol permettant d'accéder aux cuiviers bétons situés sous la distillerie n'était pas bordé d'un seuil permettant d'éviter qu'un éventuel écoulement d'alcool ne se propage au niveau inférieur.</p> <p>Il a également été noté l'absence de seuil au niveau d'un portail d'accès à la distillerie.</p> <p>Il a enfin été noté l'absence de seuil empêchant tout écoulement aux abords des brûleurs, les alambics étant à foyers inversés, sans que l'accès à ceux-ci ne soit distincts de l'accès à la distillerie (pas de mur de séparation entre la distillerie et le couloir d'accès aux foyers).</p> <p>Les installations n'étaient toujours pas conçues de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'écoulement d'alcool de la distillerie vers les autres parties de l'établissement. Ce point ayant été relevé depuis plus de 8 ans, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 19 mars 2021 de se conformer à la prescription correspondante dans un délai n'excédant pas 3 mois.</p>

<p><b>Constats :</b> Par courrier du 15 décembre 2021, l'exploitant a indiqué que les seuils et rétentions internes seront mis en place avant le 15 avril 2022.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, il a été constaté la présence de seuil au niveau des portes d'accès, de dos d'âne isolant les abords des brûleurs du reste de la distillerie et de bordures autour de l'escalier d'accès au niveau inférieur.</p> <p>S'il est considéré, sur ce point, que la mise en demeure est respectée, il reste à l'exploitant de s'assurer de l'absence de risque de propagation d'un incendie qui surviendrait au niveau des brûleurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Communication entre la distillerie et le chai de distillation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.2.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021</p>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compartimentage des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  « ... Communication entre la distillerie et le chai de distillation  Les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 60 (coupe-feu une heure) et équipées d'un système de fermeture automatique dans l'un des deux bâtiments.  De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation. »</p> <p>Ce point était en écart lors des trois précédentes visites d'inspection, en l'absence de chai de distillation. Comme indiqué précédemment, l'exploitant s'était les deux premières fois engagé à créer un chai de distillation.</p> <p>La situation n'ayant pas évolué lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, le respect de cette prescription a été associé à la création du chai de distillation, disposition intégrée à l'arrêté préfectoral du 19 mars 2021 de mise en demeure, avec un délai de 6 mois.</p>
<p><b>Constats :</b> Comme indiqué sur la fiche de constat n° 1, le chai de distillation n'est toujours pas distinct de la distillerie. Ce point reste donc en écart.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

### N° 4 : Mise à la terre des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.4 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021</p>
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Risques électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  « ... Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.  Chaque zone de chargement/déchargement des alcools doit pouvoir être reliée électriquement au circuit général de terre. »</p>

<p>Lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, la présence d'un fil de terre reliant les deux cuves inox, et sommairement raccordé à une prise de terre extérieure a été observé.</p> <p>L'exploitant avait alors été invité à faire confirmer la conformité des liaisons équipotentielle lors du prochain contrôle des installations électriques.</p>
<p><b>Constats :</b> Par lettre du 15 décembre 2021, l'exploitant a indiqué avoir installé une mise à la terre des cuves, alambics et tuyauteries de vin, d'eau et de gaz, en signalant que l'inspection de SOCOTEC précisera la conformité des mises à la terre.</p> <p>Lors de l'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a présenté un rapport établi par SOCOTEC le 4 mars 2022 en référence au code du travail. Ce rapport ne précise pas explicitement la conformité des mises à la terre, n'ayant pas été effectué en référence au code de l'environnement, le statut ICPE de l'établissement ne semblant pas avoir été signalé au contrôleur.</p> <p>L'exploitant indique toutefois avoir mis à niveau la mise à la terre de son installation. Il présente notamment les liaisons entre les cuves inox, raccordées à une prise de terre.</p>
<p><b>Observations :</b> La conformité des liaisons équipotentielles aux normes en vigueur reste à justifier. Celle-ci devra être intégrée au prochain rapport de contrôle des installations électriques, effectué en référence aux dispositions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : Aire de chargement / déchargement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.4.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouche dans des camions citernes ou des barriques.</p> <p>Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette a une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire.</p> <p>Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.</p> <p>Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectué que si la liaison équipotentielle est assurée. »</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été noté l'absence de matérialisation au sol de l'aire de chargement/déchargement. Celle-ci n'était également pas raccordée à un dispositif de mise en rétention.</p> <p>Cette situation perdurant depuis plus de 8 ans, l'exploitant a été mis en demeure de se conformer à la prescription correspondante dans un délai n'excédant pas 6 mois par arrêté préfectoral du 19 mars 2021.</p> <p>Par ailleurs, la prise de terre apparaissant sommaire. L'exploitant a été invité à revoir ses caractéristiques et à s'assurer de sa conformité.</p>



<p><b>Constats :</b> Par lettre du 15 décembre 2021, l'exploitant a indiqué que l'aire de chargement/déchargement était en cours de pré-validation, et qu'elle sera réalisée en même temps que le chai de distillation, de façon à être fonctionnelle avant la campagne prochaine.</p> <p>L'aire de chargement/déchargement n'est toujours pas conforme (absence de matérialisation au sol et de raccordement à une rétention). L'exploitant indique que la création d'une aire en bonne et due forme sera effectuée lors des travaux de création du chai de distillation.</p> <p>Concernant la mise à la terre, si lors de la visite d'inspection objet du présent rapport l'accroche pour mettre à la terre la citerne routière au niveau de l'aire de chargement/déchargement n'était pas raccordée, l'exploitant a communiqué le 21 octobre 2022 une photo attestant de son raccordement.</p>
<p><b>Observations :</b> L'aire de chargement/déchargement, matérialisée, étanche et raccordée à une rétention, n'est toujours pas en créée, bien que cet écart ait été signalé depuis plus de 8 ans.</p> <p>Ce point faisant l'objet d'une mise en demeure dont le délai est échu, il est à présent proposé une sanction administrative, sous forme d'une astreinte journalière d'un montant de 100 €/j jusqu'à mise en conformité, ce point revêtant une certaine importance compte tenu de la fréquence d'utilisation de l'aire de chargement/déchargement (en moyenne 1 enlèvement tous les 10/15 j ; 35 lors de la campagne de la distillation précédente).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p>

#### N° 6 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.4 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques liés aux charges électriques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« ... Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de la distillerie, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du point 6.2.4 ci-dessus et sont effectuées conformément aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux-dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »</p> <p>Lors des trois précédentes visites d'inspection, ce point était en écart. L'exploitant avait alors indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• par courrier du 12 janvier 2007 en réponse à la visite d'inspection du 16 novembre 2006, mettre en conformité les installations électriques avant le 31 octobre 2007 ;</li> <li>• par courriel du 15 juillet 2013, fournir le contrôle électrique annuel avant le 1er novembre 2013 ;</li> <li>• oralement, avoir fait d'importants travaux de mise à niveau, et programmé un contrôle par la société SOCOTEC le 5 février 2021.</li> </ul>

<p>Considérant que cette situation perdurait depuis plus de 14 ans, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 19 mars 2021 de diligenter un contrôle des installations électriques dans un délai n'excédant pas 3 mois, et de prendre toutes dispositions utiles pour corriger les éventuelles non-conformités mises en évidence par le contrôleur.</p>
<p><b>Constats :</b> Par transmission du 9 mars 2021, l'exploitant a adressé à l'inspection un rapport de la société SOCOTEC daté du même jour, relatif à la vérification des installations électriques. Il est précisé que ce rapport est établi au titre de la protection des travailleurs et du règlement de sécurité concernant les établissements recevant du public.</p> <p>Le statut d'installation classée pour la protection de l'environnement ne semble pas avoir été porté à la connaissance de l'organisme de contrôle, qui précise par ailleurs ne pas avoir obtenu de plan des locaux, avec indication des locaux à risques particuliers, de schémas unifilaires des installations électriques, de rapport de vérification initiale ou périodique.</p> <p>Bien que ne répondant pas aux attendus pour un tel site, il est relevé que le rapport met en évidence un ensemble d'écarts (prise de terre non conforme, absence d'identification sur le tableau électrique, conducteur vert-jaune utilisé comme conducteur actif, absence de protection différentielle haute sensibilité, fixation non assurée, etc.). Il est en particulier noté, pour les cuves d'alcools de bouche, que les masses de matériels simultanément accessibles sont reliées à des prises de terre distinctes : il convient de les relier à la même prise de terre ou d'interconnecter les prises de terre.</p> <p>Par ailleurs, par courrier du 15 décembre 2021, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec un prestataire pour réaliser l'étude des installations vis-à-vis du degré IP55.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a présenté un rapport établi par la SOCOTEC le 4 mars 2022 en référence aux dispositions du code du travail. Ce rapport mentionne 4 écarts, dont 3 déjà signalés. L'exploitant indique avoir levé 2 des écarts. Il resterait 1 écart persistant (lampes suspendues à bout de fil) et le nouvel écart (présence de prises IP45 et non IP55).</p>
<p><b>Observations :</b> La vérification des installations électriques n'ayant pas été effectuée en référence aux dispositions applicables aux installations classées, la non-conformité objet de la mise en demeure, dont l'échéance est échue, n'est pas corrigée. Il est donc à présent proposé une sanction administrative, sous forme d'une astreinte journalière d'un montant de 50 €/j jusqu'à mise en conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p>

#### N° 7 : Vérification périodique des installations de combustion

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.6 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réduction du risque d'incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« ... Pour les installations de combustion utilisant un combustible gazeux, l'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Les tuyauteries de gaz font l'objet d'une vérification d'étanchéité une fois par an à la pression normale de service.</p> <p>Ces vérifications sont effectuées au moins une fois par an, par une personne compétente et leurs résultats sont consignés par écrit. La personne, qui effectue les vérifications, mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »</p> <p>Lors de l'inspection du 20 janvier 2021, l'exploitant a présenté un rapport de vérification de combustion pour chacun des trois brûleurs. Établi le 17 décembre 2020 par la société</p>

Chaudronnerie Cognaçaise, ces vérifications ne mettaient pas en évidence de dysfonctionnement.
L'inspection a cependant relevé qu'il n'est pas fait mention d'une vérification d'étanchéité des tuyauteries de gaz. Il a alors été rappelé à l'exploitant qu'il convenait de faire procéder à cette vérification dès que possible et, en tout état de cause, avant la prochaine campagne de distillation.
<b>Constats :</b> Par transmission du 15 décembre 2021, l'exploitant a communiqué un rapport établi par la société Chaudronnerie Cognaçaise relatif à l'entretien des 3 brûleurs atmosphériques et intégrant un contrôle et épreuve de la tuyauterie d'alimentation gaz de la distillerie. Correspondant à une intervention du 14 octobre 2021, ce document ne fait pas état d'écart.
Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a présenté un compte rendu de contrôle similaire effectué par la même entreprise, le 5 octobre 2022. Celui-ci ne signale également pas d'écart.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Dispositifs de coupure des installations de combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.6 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <p>dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,</p> <p>à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</p> <p>Il est parfaitement signalé. »</p> <p>Lors des deux précédentes visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de signaler et d'identifier clairement le dispositif de coupure générale d'alimentation situé à l'entrée de la distillerie, et d'identifier la vanne à fermer (schéma).</p> <p>Considérant que cette situation perdurait depuis plus de 8 ans, l'exploitant a été mis en demeure de se conformer à cette disposition dans un délai n'excédant pas 3 mois par arrêté préfectoral du 19 mars 2021.</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 15 décembre 2021, l'exploitant a indiqué que la vanne gaz est signalée par un panneau situé au-dessus du coffret d'arrêt, et que les canalisations à l'extérieur et à l'intérieur de la distillerie sont peintes en jaune.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, ces éléments ont pu être visualisés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réduction du risque
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « ... Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés, en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).  La surface utile du dispositif de désenfumage est au moins égale à 1/300 de la surface au sol de la distillerie. Chaque exutoire ne peut être inférieur à 1 m <sup>2</sup> (non comprises les surfaces fusibles). »  Lors des deux précédentes visites d'inspection, ce point était en écart bien qu'il ait déjà été relevé en écart lors de l'inspection du 16 novembre 2006, à la suite de laquelle, par courrier du 15 décembre 2008 transmis par télécopie le 7 avril 2009, l'exploitant sollicitait un délai de 2 ans pour mettre en place le désenfumage.  Considérant l'absence d'exutoire au niveau de la distillerie, malgré deux rappels à la réglementation, dont le premier remonte à plus de 14 ans, et l'engagement de l'exploitant non concrétisé, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 19 mars 2021 de corriger cette situation dans un délai n'excédant pas 6 mois. <b>Constats :</b> Par lettre du 15 décembre 2021, l'exploitant a indiqué avoir un devis et en attendre un autre pour les deux exutoires de fumées pour la distillerie ainsi que le devis pour celui du futur chai de distillation, en précisant qu'ils seront installés dès que possible.  Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, aucun exutoire n'était en place. Pour autant, l'exploitant a présenté une facture de la société Tempéault Brunon, datée du 7 février 2022, relative à la création de deux exutoires sur la distillerie ; il précise qu'ils seront prochainement créés.  Leur emplacement a pu être visualisé sur la toiture. <b>Observations :</b> La disposition objet de la présente fiche de constat n'est toujours pas respectée, plus de 14 ans après avoir été signalée en écart. Ce point faisant l'objet d'une mise en demeure dont le délai est échu, il est à présent proposé une sanction administrative, sous forme d'une astreinte journalière d'un montant de 50 €/j jusqu'à mise en conformité. Cet élément pourra être retiré si l'exploitant justifie, au cours du contradictoire préalable à la signature de l'astreinte, de la conformité sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

## N° 10 : Plan et cahier d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, articles 71.2.2 et 71.3.1 de l'annexe, dans leur rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 38 de l'AM du 2 février 1998 <sup>1</sup> , qui devra montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation. »

<sup>1</sup> Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

<p>En 2013, il avait été relevé que le plan d'épandage dont disposait l'exploitant était ancien. L'exploitant avait alors indiqué que celui-ci était en cours de révision à la chambre d'agriculture. Par courriel du 15 juillet 2013, l'exploitant s'était engagé à fournir à l'inspection des installations classées un nouveau plan d'épandage avant le 1er mars 2014.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, l'exploitant a indiqué que la mise à jour du plan d'épandage n'était pas terminée. Il ne disposait ainsi ni de plan d'épandage valide, ni de cahier d'épandage précisant les quantités de vinasses épandues par unité culturale, les dates d'épandage, les parcelles réceptrices et leur surface, etc.</p> <p>Considérant l'absence de plan d'épandage actualisé, malgré l'engagement pris d'en fournir un avant le 1er mars 2014, l'exploitant a été mis en demeure d'établir un tel plan dans un délai n'excédant pas 3 mois par arrêté préfectoral du 19 mars 2021.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courrier du 15 décembre 2021, l'exploitant a indiqué que le plan d'épandage est établi, et qu'il tient à jour le cahier d'épandage.</p> <p>Par transmission du 17 décembre 2021, la chambre d'agriculture de la Charente a fait parvenir à l'inspection des installations classées un plan d'épandage pour la distillerie, daté d'avril 2017. Il conclut que le périmètre d'épandage dont dispose la distillerie, représentant une surface de 59,66 ha cultivés, est suffisant pour absorber l'ensemble des effluents concernés (évalués à 2000 m<sup>3</sup>/an, représentant 360 unités d'azote épandues par an).</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant indique que 390 m<sup>3</sup> de vinasses ont été expédiées auprès de l'entreprise Revico. Le reste a été épandu. À ce titre, l'exploitant a présenté une analyse des vinasses, datée du 15 décembre 2021, qui indique une concentration en cuivre de 2950 µg/l. Il a également présenté trois analyses de sol, datées du 25 novembre 2021. Ces analyses mentionnent une faible capacité du sol à fixer le cuivre.</p>
<p><b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de préciser la façon dont il tient compte des résultats d'analyse de sols pour adapter son plan d'épandage, notamment au regard de la capacité de ces derniers à fixer le cuivre, principal élément trace métallique des vinasses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 11 : Installation de refroidissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 3.1.1 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des prélèvements d'eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  « Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée.  Ce dispositif est relevé durant la campagne de distillation une fois par semaine et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.  Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau susceptible d'être polluée.</p> <p>... la réfrigération des machines en circuit ouvert est interdite pour les distilleries ayant une capacité totale d'alambics au débordement supérieure à 10 m<sup>3</sup>... »</p> <p>En 2013, il avait été relevé que la réfrigération des machines s'effectuait en circuit ouvert. L'exploitant avait alors indiqué, par courriel du 15 juillet 2013, maintenir son installation en l'état</p>

<p>car il consommait un volume d'eau inférieur au seuil de la réglementation (une capacité totale au débordement inférieure à 100 hl correspond au maximum à 3 alambics de 25 hl de charge).</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, l'exploitant a indiqué disposer toujours d'une réfrigération en circuit ouvert. Précisant prévoir de passer en circuit fermé, il lui a été demandé de s'engager sur un calendrier ferme de mise en conformité.</p>
<p><b>Constats :</b> Par lettre du 15 décembre 2021, l'exploitant s'est engagé à ce qu'avant la campagne 2023/2024, le refroidissement de la distillerie soit en circuit fermé.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant confirme son intention de passer en circuit fermé pour la prochaine campagne de distillation.</p>
<p><b>Observations :</b> Il est observé que l'exploitant ne relève pas une fois par semaine la quantité d'eau prélevée et n'est pas en mesure de justifier de la présence d'un disconnecteur sur l'arrivée d'eau.</p> <p>L'exploitant doit relever une fois par semaine la quantité d'eau prélevée. Il lui appartient également de s'assurer de la présence d'un dispositif de disconnexion et, à défaut, d'en mettre un en place.</p> <p>L'inspection l'invite à justifier de la suite donnée à ces dispositions dans un délai n'excédant pas un mois. À défaut, il pourra être proposé de le mettre en demeure de les respecter.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 12 : Gaz à effet de serre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016<sup>2</sup>, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des émissions de gaz à effet de serre</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène. »</p> <p>Le dispositif de réfrigération du circuit de refroidissement repose sur l'utilisation de fluide R22, contenu dans 3 anciens tanks à lait pour une contenance respective de 3,5 kg, 4,5 kg et 5 kg. Lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, il a été rappelé à l'exploitant que le R22 (fluide de la famille des HCFC) est interdit de commercialisation : la recharge est donc impossible en cas de fuite. Il a donc été vivement conseillé de trouver un fluide de substitution dès que possible, en précisant que le fluide R22 devra alors être récupéré et traité par un opérateur agréé.</p>
<p><b>Constats :</b> Par lettre du 15 décembre 2021, l'exploitant s'est engagé à faire remplacer le gaz R22 avant la campagne 2023/2024.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a confirmé cet engagement.</p>

2 Arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés

L'exploitant ne disposant pas encore du compte rendu de contrôle d'étanchéité, les trois dispositifs de réfrigération ont été visualisés. Ils comportaient chacun une vignette bleue attestant d'un contrôle de moins d'un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 :** Moyen en eau d'incendie sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  « La distillerie est pourvue d'un point d'eau public ou privé permettant de disposer d'eau moins 120 m<sup>3</sup> en 2 heures.</p> <p>S'il s'agit d'un poteau d'incendie, celui-ci doit être conforme aux normes en vigueur sur sa composition, ses caractéristiques hydrauliques et son installation.</p> <p>L'emplacement du point d'eau doit être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• distant de moins de 200 m de la distillerie par les voies carrossables,</li> <li>• facilement accessible en permanence,</li> <li>• situé à 5 m au plus du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie.</li> </ul> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.  Le volume, la répartition, l'aménagement et l'équipement de ces moyens en eau doit faire l'objet d'un accord formel du SDIS. »</p> <p>En 2013, considérant l'absence de poteau incendie dans le hameau, il a été demandé à l'exploitant de vérifier auprès du SDIS que les moyens en eau assurés par la piscine sont suffisants (au moins 120 m<sup>3</sup> en 2 heures).</p> <p>Par courriel du 15 juillet 2013, l'exploitant a indiqué que le SDIS a confirmé que la défense incendie de la distillerie pouvait être assurée par la piscine. Il avait précisé que l'aménagement de l'accès [permettant l'approche des véhicules de secours à moins de 5 m du bord] et l'essai de pompage par les pompiers de Rouillac seraient réalisés avant le 1er novembre 2013.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, il a été observé que le dispositif évoqué était en fait une piscine privée. Elle ne constitue ni un bien public, ni un bien propriété de la cuma de distillation de Fougears. Sa disponibilité permanente en toute circonstance n'est donc pas assurée. L'exploitant a alors été invité à se doter de moyens en propre, à défaut de disposer d'un point d'eau public à moins de 200 m.</p> <p>Considérant en outre qu'aucun accès permettant l'approche des véhicules de secours n'avait été aménagé, et qu'aucun essai de pompage n'avait été réalisé, l'inspection a demandé à l'exploitant de prendre l'attache du SDIS afin de vérifier, tant qu'il ne s'est pas doté de moyens en propre, si cette ressource répond toujours à leur besoin, et, dans l'affirmative, d'engager les travaux associés pour garantir le caractère opérationnel de ce dispositif avant la prochaine campagne de distillation. À défaut, l'exploitant était appelé à se doter sans délai d'une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> sur l'implantation de laquelle l'accord formel du SDIS devait être recueilli préalablement.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a produit un compte rendu du SDIS daté du 2 octobre 2013, attestant d'une vérification de la ressource en eau du site, et indiquant n'avoir relevé aucune anomalie.</p>

<b>Observations :</b> Nonobstant le courrier du 2 octobre 2013, l'inspection invite de nouveau l'exploitant à reprendre l'attache du SDIS afin de vérifier, tant qu'il ne s'est pas doté de moyens en propre, si cette ressource répond toujours au besoin des pompiers de façon à pouvoir, dans la négative, intégrer aux travaux de création du chai de distillation la création d'une réserve incendie de 120 m <sup>3</sup> en bonne et due forme, sur l'implantation de laquelle l'accord formel du SDIS devra être recueilli préalablement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »  Lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter le rapport de vérification des extincteurs.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a présenté son registre de sécurité. Celui-ci mentionne la vérification des extincteurs le 23 mars 2022. Pour autant l'exploitant indique ne pas disposer du compte rendu d'intervention de l'organisme de contrôle. Il n'est donc pas possible de prendre connaissance des différentes vérifications et des éventuelles mises à niveau effectuées. Il est demandé à l'exploitant de se procurer ce compte rendu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Interrupteur général de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.4 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2019
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) sont installés à l'extérieur des zones à risques. »  Lors de l'inspection du 20 janvier 2021, il a été relevé que l'établissement n'était pas équipé d'interrupteur général à l'extérieur de la distillerie.
<b>Constats :</b> Par lettre du 15 décembre 2021, l'exploitant s'est engagé à installer un tel interrupteur avant la campagne prochaine.
Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, la présence d'un tel interrupteur a été constatée. Il restait à placer un panneau pour le signaler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 16 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 3.2.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021
<b>Thème(s) :</b> Autre, Connaissance des installations - maîtrise des écoulements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. »  Lors des deux précédentes visites d'inspection, l'exploitant n'avait pas pu présenter le plan des réseaux. À l'issue de celle de 2021, il lui a alors été demandé d'en établir un avant la prochaine campagne de distillation.
<b>Constats :</b> Par lettre du 15 décembre 2021, l'exploitant s'est engagé à le faire parvenir la semaine suivante.  Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant indique ne pas avoir établi de plan des réseaux.
<b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts dans un délai n'excédant pas un mois. À défaut, une mise en demeure pourra être proposée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Rejet aqueux au milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011 <sup>3</sup> , article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Impact sur le milieu naturel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « ... La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C (cette prescription ne s'applique pas aux rejets dans les DOM) et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 ou 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline... »
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les eaux chaudes, en sortie de pipe de distillation, rejoignent une fosse septique, sans autre forme de traitement. Elles sont donc rejetées au milieu naturel sans être refroidies.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour respecter les valeurs limites de rejet des eaux résiduaires, et ne pas rejeter d'eaux chaudes au milieu naturel. À défaut, une mise en demeure pourra être proposée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

3 Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**N° 18 : Émissions dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 63
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution du milieu naturel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « I. - Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de 24 heures... »
<b>Constats :</b> L'exploitant ne contrôle pas les effluents aqueux qu'il rejette au milieu naturel par l'intermédiaire d'une fosse septique.
<b>Observations :</b> Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre le programme de surveillance des effluents aqueux détaillés par l'arrêté ministériel, et de transmettre dans un délai n'excédant pas un mois les premiers résultats. À défaut, une mise en demeure pourra être proposée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet